

Contre un axe Paris-Bonn

par THEO M. LOCH

EN réponse au mémorandum français, le gouvernement fédéral a fait part au Quai d'Orsay de ses desiderata personnels. Dans ce mémoire, il reprend avec de nombreuses variantes le thème le plus important des relations franco-allemandes, c'est-à-dire l'étroite coopération entre les deux pays voisins. De même que le mémorandum français transmis au gouvernement de Bonn quelques semaines après le voyage en République fédérale du président de Gaulle, le mémoire allemand est axé sur l'instauration d'une étroite coopération entre les deux pays en matière de politique étrangère, culturelle et de la défense, le secteur économique demeurant dans une large mesure hors du débat.

Le gouvernement fédéral a élaboré son mémoire avec beaucoup de soin, examinant minutieusement tous les détails et cherchant, au cours d'entretiens entre les secrétaires d'Etat, à dégager une conception de base. Il s'agissait avant tout de mettre en pratique les déclarations faites par les deux gouvernements, et suivant lesquelles ceux-ci devaient à l'avenir prendre des initiatives personnelles et veiller à ce que leur action commune devienne une constante de la politique européenne. Nous ignorons encore dans quelle mesure les propositions françaises et allemandes peuvent être harmonisées et aboutiront à des résultats concrets. Mais dès aujourd'hui il est permis de se demander jusqu'à quel point les résultats concrets des voyages spectaculaires du chancelier Adenauer en France et du général de Gaulle en Allemagne se reflètent dans les mémorandums des deux gouvernements. Le président de Gaulle avait affirmé la nécessité de la coopération franco-allemande, allant jusqu'à parler d'une union entre les deux peuples. Deux mois après sa visite en République fédérale, nous devons nous poser la question : que reste-t-il de l'enthousiasme avec lequel le général fut accueilli en Allemagne ? Dans quelle mesure la conjoncture politique est-elle influencée par ce voyage ?

A l'heure actuelle, le séjour en RFA du général de Gaulle doit être envisagé sur deux plans : sentimental et politique.

Sur le plan sentimental, la visite du chef de l'Etat français a déchaîné un enthousiasme sans précédent. Les observateurs étrangers n'ont pas caché leur stupéfaction devant les ovations qui accueillirent le général à Bonn comme à Cologne, à Hambourg comme à Munich. A quoi donc fallait-il attribuer ce succès ?

La popularité, atout politique

Dès les premières heures de son séjour en République fédérale, le général de Gaulle n'a laissé aucun doute sur son intention de jouer de sa popularité comme d'un atout politique et d'en retirer le maximum de bénéfices. A Bonn déjà, son regard perçant observait les réactions sentimentales des milieux allemands. D'ailleurs, les amis comme les ennemis du général s'accordent à reconnaître qu'il sait magistralement « sentir » les réactions de son public. Dans *Le Salut*, il évoque une réunion qui se tint à Chaillot en automne 1944, et raconte comment il enregistrait chaque mouvement de son auditoire, reconnaissant les nuances de l'enthousiasme et décelant à coup sûr dans quelle mesure les manifestations du public équivalaient à une approbation ou à un rejet de ses objectifs politiques. Convaincu que la popularité représente un atout susceptible de l'aider à surmonter toutes les difficultés, le général a supputé les possibilités que lui offraient les ovations de la population allemande, sans hésiter une minute à en retirer le maximum de profit possible.

A aucun moment, le général de Gaulle n'a laissé de doutes sur les critères en vertu desquels il jugeait la conjoncture politique en Europe. Le soir même de son arrivée dans la République fédérale, le chef de l'Etat français devait déclarer au cours de la soirée donnée en son honneur au château de Brühl, près de Cologne, par le président Lübke : « ... D'autant plus que cette union vers laquelle tendent l'Allemagne et la France, c'est afin d'agir ensemble que toutes deux commencent à la bâtir. Dans les bons rapports mutuels que pratiquent nos gouvernements, des sceptiques pourraient voir simplement cette sorte d'abandon qui, au terme de leur combat, fait s'appuyer l'un sur l'autre des lutteurs chancelants et épuisés ».

L'image des deux lutteurs épuisés est familière au général de Gaulle. Dès 1935, il l'employait dans son ouvrage sur *L'Armée de Métier*. Mais à cette époque, il pensait encore

que l'Allemagne et la France continuaient de s'épier, afin de se jeter l'une sur l'autre dès qu'elles auraient repris des forces. En 1962, il met lui-même en garde contre cette comparaison. La réconciliation franco-allemande, affirme-t-il, doit devenir pour les deux pays une source de force, d'influence et d'action.

Quatre motifs justifient, à son avis, la coopération entre la France et la République fédérale.

Le premier est la menace que fait peser sur l'Europe le communisme. Sans l'Allemagne, la France serait perdue, et réciproquement.

Par ailleurs, la vieille Europe doit édifier un môle de puissance et de prospérité, tout comme le font les Etats-Unis. Alors seulement l'alliance des peuples libres pourra garder à longue échéance sa confiance en elle-même.

Troisième argument : une fois disparues les ambitions dominatrices d'une idéologie périmée dans les pays de l'Est, l'Europe pourra, de l'Atlantique à l'Oural, établir sa paix, son équilibre et son développement.

Enfin, l'union franco-allemande est rendue nécessaire par l'immense tâche de progrès scientifique, technique, économique, social, culturel qui s'impose au monde entier et pour laquelle la conjonction des valeurs de l'Europe peut et doit être l'élément majeur de la réussite humaine.

Aux limites du possible

Il est étonnant de voir comment le général de Gaulle a su, durant son séjour en Allemagne, aborder certains points qui ne pouvaient manquer de choquer les partenaires européens de la France et de l'Allemagne, tout en évitant une déclaration formelle susceptible d'entraver une évolution qui concerne les deux pays, mais sans se limiter à eux.

Sa déclaration la plus hardie a consisté à dire que l'Allemagne et la France avaient toutes raisons de ne plus tarder à transposer leur union sur le plan organique, puisqu'elles sont d'accord sur la réalisation de cette œuvre. En agissant ainsi, les deux pays pourraient être certains de bien servir l'Europe et la liberté du monde.

Ces nuances ont passé inaperçues sur le plan sentimental, c'est-à-dire dans la conscience de l'opinion publique allemande. Le fait essentiel consiste à reconnaître que les deux peuples avaient clos le chapitre du passé et se montraient désormais disposés à partager leur destin politique.

Cette attitude de l'opinion publique allemande, dont nous

rencontrons aujourd'hui encore des manifestations, repose moins sur les jeux de la politique (qui n'ont exercé de toute façon qu'une influence minime lors du voyage du général) que sur un sentiment d'estime et de compréhension pour le courage politique du chef de l'Etat français.

Par ailleurs, le général de Gaulle a su toucher les Allemands aux points où ils sont particulièrement sensibles. Devant l'enthousiasme croissant avec lequel a été accueilli le chef de l'Etat français, beaucoup se sont demandé à quoi attribuer cette ovation personnelle au général. Les Allemands étaient-ils en train de succomber à l'ascendant d'un nouveau « Verführer » ?

Répondre à cette question par l'affirmative, c'est ignorer l'essence de la puissance de suggestion que le général (même ses adversaires le reconnaissent) exerce sur son auditoire. Pour comprendre le secret de cet enthousiasme, il faut lire très attentivement les discours adressés par le chef de l'Etat français à la population allemande. Dès la première allocution, prononcée en allemand à l'Hôtel-de-Ville de Bonn, nous pouvons déceler les causes de son succès. Lorsque le général, en effet, prononce une phrase comme celle-ci : « Je ressens encore plus profondément qu'auparavant l'estime et la confiance que je porte au grand — oui, je dis bien — au grand peuple allemand », ce « oui, je dis bien » et la pause voulue qui suit balayent, aux yeux des Allemands, tous les doutes qu'ils pourraient avoir. Par ces paroles, le général efface d'un seul coup les accusations collectives portées depuis la fin de la guerre contre les Allemands en tant que peuple. Aujourd'hui, leur adversaire le plus acharné durant la dernière guerre se rend dans leur pays pour leur dire : « Vous êtes un grand peuple ». Dans ces conditions, comment s'étonner que la population allemande ait fait au chef de l'Etat français un accueil aussi enthousiaste ? Peu importe que cette phrase revête, pour le général aussi, une grande importance. Car comment Charles de Gaulle pourrait-il s'allier à un peuple qui ne serait pas « grand » ?

Les dangers de l'isolement

Une autre raison de ce succès réside dans les affirmations du général suivant lesquelles le peuple français tout entier suit avec sympathie les événements d'Allemagne. Le chef de l'Etat français connaît les dangers de l'isolement pour un peuple, même s'il donne parfois l'impression de ne pas y attacher grande importance. Il sait que les Allemands ont

souffert de leur isolement, même s'ils ont souvent fait de nécessité vertu. Il sait que bien souvent, seule la pensée d'avoir des alliés et des amis a redonné à la France le courage de résister. D'ailleurs, n'a-t-il pas déjà exprimé cette idée dans son célèbre discours du 18 juin 1940 ?

A cette époque déjà il avait employé le même langage, les mêmes formules pour éveiller certains sentiments et en faire un atout politique. A sept reprises, le général de Gaulle s'est adressé à la population allemande, et à sept reprises il a su donner aux Allemands, par des paroles très simples, l'impression qu'ils n'étaient plus seuls.

Troisième élément de succès : le général a su donner aux Allemands l'impression que « moi, Charles de Gaulle », je partage avec vous la pluie et les difficultés, vos succès et les nôtres. Nul ne pourra jamais mesurer quels avantages le général a retirés du fait que pendant trois jours, son voyage en République fédérale se déroula sous une pluie persistante. Le chef de l'Etat français refusa de s'abriter sous un parapluie. Il ne se déplaça qu'en voiture découverte, au mépris de la pluie qui le transperçait. Commentaire de la population allemande : « Voilà un homme courageux qui ne se ménage pas ».

Même l'OAS n'aura pas pu ignorer quel surcroît de prestige a apporté au général le fait qu'après l'attentat manqué contre lui, l'ombre de la mort ne cesse de planer sur sa personne et qu'un extraordinaire déploiement de forces de police ait été jugé nécessaire pour assurer sa sécurité. Le général lui-même paraissait y attacher peu d'importance. Il ne cessait de serrer des mains et s'exposait au danger avec une apparente insouciance.

Il est vraiment bien difficile de rassembler tous ces éléments et d'en faire une synthèse. Je dirai toutefois qu'avec une grande finesse psychologique, le général a su reconnaître le caractère de ses différents interlocuteurs, et adapter ses discours en conséquence. Tribun populaire en Rhénanie, il s'est adressé, à l'université de Hambourg, à des représentants de l'industrie et du commerce en homme d'affaires réaliste, qui refuse l'emphase et les gestes pathétiques. A Munich, il a fait appel, avec succès, au fédéralisme bavarois et à l'amitié traditionnelle entre la France et la Bavière, quelles que pussent avoir été les relations franco-allemandes.

Un succès durable

Si le général de Gaulle a voulu obtenir l'accord sentimental de la population allemande à la coopération entre les deux

pays, il y est incontestablement parvenu. Aussi les Allemands n'attachent-ils pas une telle importance aux difficultés que le général de Gaulle rencontre en France. Le chef de l'Etat français a redécouvert et — pour employer ses propres termes — fait entrer dans la conscience des peuples la réconciliation franco-allemande : à vrai dire, celle-ci s'était déjà amorcée sous les auspices de Robert Schuman et tous les « Européens » la considéraient depuis longtemps comme une composante naturelle de leur politique européenne, sur laquelle il n'est plus nécessaire d'insister. Le général de Gaulle en tira pourtant un succès durable.

Et sur le plan de la politique réaliste ? En ce domaine, les tempêtes d'applaudissements sur les places publiques ne suffisent pas. Le succès ou l'échec d'une politique doit se traduire en résultats concrets.

Lorsque le général de Gaulle se rendit en République fédérale, l'union politique de l'Europe paraissait avoir encore des chances de se réaliser dans un délai assez proche. Le chef de l'Etat français et le chancelier Adenauer ne parlèrent que de divergences d'opinions auxquelles il était indispensable de mettre fin dans le camp des six Etats membres du Marché Commun. Les deux hommes politiques croyaient encore qu'une initiative franco-allemande suffirait à faire sortir de l'ornière le char embourbé des Six. Ce faisant, ils négligèrent deux facteurs de la conjoncture européenne, à savoir les craintes permanentes des « petits » pays de la CEE, et d'autre part les rapports entre l'Europe et la Grande-Bretagne.

Les craintes des « petits » Etats

Les trois traités européens — sur la CECA, la CEE et l'Euratom — laissent apparaître la crainte permanente des « petits » pays de la CEE (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, et, dans une certaine mesure, l'Italie) d'être contrôlés, voire asservis par les deux Etats du Marché Commun qui disposent de la plus grande puissance économique. Ces craintes ont également joué un rôle important dans la mise en application des objectifs de ces traités. Même si elles furent sous-estimées, il n'en demeure pas moins qu'elles entravèrent dans une certaine mesure la coopération européenne. Si la révision du traité de la CECA, dont les clauses ne correspondent plus aux données actuelles du marché de l'énergie, a été aussi souvent ajournée, c'est parce que les « petits » ont peur de voir la France et la République fédérale ne pas tenir compte de leurs

intérêts. La venue en France du chancelier Adenauer et le voyage en République fédérale du général de Gaulle ne pouvaient que renforcer ces inquiétudes...

Les gouvernements français et allemand ont sous-estimé ces craintes. N'apercevant nul danger d'hégémonie, ils crurent pouvoir convaincre leurs partenaires de la CEE que ces inquiétudes étaient illusoire. Mais ce fut le contraire qui se produisit : le duo franco-allemand aboutit à de violentes dissonances dans le concert des Six.

Il convient de remarquer que dans la CEE, des progrès ont souvent été dus à des renversements d'alliances. A chaque problème soulevé par les traités de Rome, les Etats membres donnent une réponse différente. Lorsque les réponses ne présentent pas de grandes divergences, les gouvernements intéressés peuvent facilement élaborer une ligne de conduite commune, qui sera maintenue jusqu'au moment de la conclusion d'un compromis avec les intérêts adverses.

Il est incontestable que le principe des renversements d'alliances pourrait être sérieusement entravé par une coopération étroite entre la France et l'Allemagne. Ainsi le résultat obtenu serait-il le contraire de ce que l'on espérait : au lieu de la progression vers l'unité européenne, interviendrait une stagnation.

Le second facteur qui incite certains Etats à craindre la coopération franco-allemande est celui des rapports avec la Grande-Bretagne. Dans la mesure même où se dessinent les aspirations à l'hégémonie des deux Etats les plus puissants du continent, les autres pays se mettent en quête d'un facteur d'équilibre, lequel ne peut être que la Grande-Bretagne. C'est surtout le gouvernement italien qui a joué la carte anglaise. Par suite des ressentiments et de la défiance qui se faisaient jour partout, la carte anglaise constituait dans tous les cas un atout.

C'est grâce à elle que l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas ont gagné la bataille de l'ajournement de l'union politique européenne. Quelques semaines après la visite du général de Gaulle, le chancelier Adenauer fut contraint de déclarer devant les membres du Bundestag que l'union politique était provisoirement ajournée. Le voyage du chef de l'Etat français n'a pas facilité sa réalisation.

Une politique commune de la défense

La coordination de la politique de défense constitue un élément important de la coopération franco-allemande. Lors

du voyage à Paris du chancelier Adenauer, de longues discussions s'engagèrent sur les conditions d'une coopération militaire plus étroite entre les deux pays. Aussi attendait-on — et craignait-on en même temps — que le général de Gaulle donne à l'alliance franco-allemande une interprétation qui ne pourrait que ruiner les fondements de l'OTAN. Une fois de plus, lors de son voyage en République fédérale, le général parla par énigmes. Et une fois de plus, il fit presque allusion à une alliance bilatérale risquant d'être considérée en Europe comme une entrave.

Devant les officiers de l'Ecole de guerre de Hambourg, le général déclara en effet : « L'armement, dans sa conception et dans sa réalisation, exige maintenant, pour être valable — qui ne le sait mieux que vous ? — la mise en œuvre de ressources et de capacités scientifiques, techniques, industrielles, financières, dont les limites s'élargissent tous les jours. La France et l'Allemagne pourront d'autant mieux s'assurer des moyens de la puissance qu'elles conjugueront leurs possibilités. A fortiori sera-ce vrai, si celles de leurs voisins d'Europe s'associent avec les leurs ».

La « coordination des moyens financiers » laissa à penser que la République fédérale apporte, sur le plan financier, une contribution décisive au développement de la force de frappe française. Mais rien n'indiquait dans quelle mesure ce potentiel atomique devait être européenisé. Aussitôt après l'allocation du général de Gaulle, M. Strauss, ministre fédéral de la Défense, parlant à son tour devant les officiers de la Bundeswehr, restreignit la portée de ces déclarations. Il souligna en effet que la France et l'Allemagne ne sauraient entamer des entretiens bilatéraux sur les problèmes atomiques. Mais ce n'est là qu'une demi-vérité. Suivant les paroles du général de Gaulle, il est parfaitement possible qu'à l'avenir, la coordination de la politique de défense entre les deux pays reçoive une interprétation plus large, c'est-à-dire qu'avec l'assentiment des USA, une coopération intereuropéenne puisse être élaborée dans le domaine nucléaire.

Pour l'instant, la coordination demeure cependant axée sur le secteur logistique et la standardisation des armements. Dans ce domaine, les propositions françaises et allemandes pourront être d'autant plus facilement harmonisées qu'au cours de ces dernières années, une coopération discrète mais extrêmement efficace s'est établie entre officiers des deux pays.

A l'avenir, c'est toutefois dans le cadre de la CEE que se

manifestent le mieux les résultats de la politique d'entente franco-allemande. Le centre de gravité de l'unité européenne, même sur le plan de l'intégration politique, se situe désormais à Bruxelles. Une thèse s'affirmera de plus en plus fortement : à savoir que le développement du Marché Commun constitue déjà une authentique politique européenne. Plus la France et l'Allemagne approuveront cette conception et mettront leur coopération au service de la construction de la communauté européenne, en accord avec les autres Etats membres de la CEE, et plus il sera facile de dissiper les doutes sur les intentions politiques des deux pays au sein d'une Europe nouvelle. Et plus il sera facile aussi de changer en monnaie politique l'enthousiasme avec lequel le général de Gaulle fut accueilli en République fédérale.